

MAIRIE DE DRAGUIGNAN

DÉPARTEMENT



DU VAR

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION N°A 2020- 150

Richard STRAMBIO, maire de la ville de Draguignan,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122.28; L 2212.1 à L 2213.6;

Vu le Code pénal;

Vu le Code de la route;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie - signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié);

Vu l'arrêté municipal du 08 janvier 1963;

Vu l'arrêté N°A 2017-2139 du 25.10.17;

Vu le règlement de voirie communal du 25 novembre 2019;

Considérant la demande du 21 janvier 2019 présentée par la société:

- CHIEUSSE LEVAGE, demeurant route des 4 chemins, aux ARCS sur ARGENS concernant des travaux de levage d'éléments pour le Crédit Agricole.

Considérant la nécessité de permettre la réalisation des travaux cités ci-dessus;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Sur l'avenue Paul Arène entre ses intersections avec la place Casanova et le chemin Sainte Barbe:

- La circulation est interrompue avec mise en place de panneaux Kc1 « route barrée à X mètres ».
- La circulation piétonne est déviée sur le trottoir d'en face avec panneaux écriture noire sur fond jaune.
- La circulation est formellement interdite sous le bras de la grue.

ARTICLE 2: Cette réglementation commencera à courir le :

SAMEDI 1er FEVRIER et le LUNDI 3 FEVRIER 2020, de 8h à 17h.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie) et au manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire émis par le Ministère de l'équipement, des transports et du logement.

Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux qui est et demeure entièrement responsable de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Les panneaux seront entièrement rétro réfléchis et mis en place au moins 48 h avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Les officiers de police judiciaire territorialement compétents sont autorisés en conséquence, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier.

Les frais de telles interventions sont à la charge des contrevenants

ARTICLE 5 : M. le Directeur général des services,
M. le Directeur général des services techniques,
M. le chef de la police municipale,
M. le Commissaire principal de police,
Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté, et rappelle que conformément aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois qu'un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "telerecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

DRAGUIGNAN, le 30.07.16

P/Le Maire,
Le Directeur Général des Services Techniques,


Richard VARENNE